

UNICEF WASH SUPPLY

Consultation sur le développement d'un PPP WASH

unicef 
pour chaque enfant

Journée Porte Ouverte 20 Avril 2021

© UNICEF/UNI197921/Sch



MINISTÈRE DE L'EAU,
DE L'ASSAINISSEMENT ET DE L'HYGIÈNE

unicef  | for every child

Avant de commencer...quelques Orientations

- Presentez vous : nom et organisme, vos contacts mail et tel dans le chat box
- Le lien vers le sondage

<https://fr.surveymonkey.com/r/TTXBKVJ>

- Pendant la séance garder vos micros et video en mode fermes
- Ceux qui vont presenter, se mettre en mode video
- Les questions sont a mettre dans le Chat Box

Bonne séance a tous
Debut séance a 09:15

Agenda de la matinée

Heures	Contenus	Qui
09:00 - 09:15-15'	Accueil des participants	
09:15- 09:25-10'	Allocution de Bienvenue - Discours d'ouverture	Mahamat Nour Molli Représentant adjoint- Operations UNICEF
09:25- 09:35-10'	Allocution d'ouverture - Discours de Monsieur Simon Randriatsiferana Secetaire General MEAH	Simon Randriatsiferana Secetaire General au Ministère de l'Eau, de l'Assainissement et l'Hygiène
09:35 - 10:35-60'	Partie 1 : Presentations <ol style="list-style-type: none"> 1. Vision stratégique du MEAH sur le PPP 2. Partenariats public-privé pour les services d'eau ruraux 3. Résumé des grandes lignes du programme WASH UNICEF-Gvt 2021-2023 4. Rappel Procédure de passation de marche UNICEF 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Thierry Emmanuel RATOVONIAINA- DGT - MEAH 2. Antoine Delepiere- SIWI 3. Brigitte Pedro- Chief WASH (UNICEF) 4. Anne Cabrera-Clerget- Chief Supply (UNICEF)
10:35 – 10:45-10'	<i>Pause- (passage Vidéo)</i>	
10:45– 12:30- 105'	Partie 2 : Comment développer le PPP avec le programme UNICEF-Gvt <ol style="list-style-type: none"> 1. Présentation du Profil des Services Cibles pour les Investissement & Construction et Gestion du service d'Eau Potables ruraux à UNICEF pour un cadre PPP (Potentiel du marché) 2. Panel de discussion / Enquête 3. Question&Reponse 	Mougabe Koslengar- WASH Spécialiste (UNICEF) Modérateurs <ul style="list-style-type: none"> • Mougabe Koslengar- WASH Spécialiste (UNICEF) • Antoine Delepiere- SIWI • MEAH
12:30	Clôture	UNICEF-MEAH

Suggestion pour la prise des questions :

- ✓ Nous vous invitons de déjà partager **vos questions via chat** lors des présentations, nous allons les compiler et classer pour la session finale

Les objectifs de la rencontre



- ✓ Présenter le **changement de paradigme** dans la mise en œuvre du programme WASH de l'UNICEF
- ✓ Emmener les partenaires a **mieux comprendre le nouveau programme WASH** de l'UNICEF ;
- ✓ Discuter et échanger sur **le profil de services a développer sur le volet Eau**
- ✓ Avoir des suggestions et propositions **sur les orientations pour les prochains DAO** des services Eau
- ✓ Emmener les fournisseurs a **mieux comprendre les procédures** de l'UNICEF ;
- ✓ Apporter une **amelioration a vos offres** et ainsi augmenter vos chance d'avoir des marches avec l'UNICEF ;
- ✓ Améliorer la visibilité des entreprises au sein du SNU a travers l'**UNGM**;
- ✓ Rappeler les **codes de conduite** des fournisseurs des Nations Unies.



VISION STRATEGIQUE DU MEAH SUR LE PPP

AVRIL 2021

Définition et références textuelles

Art 28 loi n°2014-018

(Loi organique
sur la
décentralisation)

Maître d'ouvrage
=
personne morale pour
laquelle l'ouvrage est
construit

Communes
=
Maitres
d'ouvrages des
infrastructures
d'AEP

Art 41 loi n°98-029

(Code de l'Eau)

***Communes rurales et
urbaines = maîtres d'ouvrage
des systèmes
d'approvisionnement en eau
potable et d'assainissement
collectif des eaux usées
domestiques, situés sur leur
territoire respectif
Elles exercent ces
attributions par l'intermédiaire
du conseil municipal***

Le code de l'Eau dispose, en son article 41 alinéa 3, que :
« **Toutefois, aussi longtemps que les communes ne satisferont pas aux critères de capacité définis par décret pour l'exercice de tout ou partie des responsabilités incombant aux maîtres d'ouvrage, celles-ci seront exercées par le Ministre chargé de l'Eau Potable jusqu'à leur habilitation. Durant cette période, le Ministre chargé de l'Eau Potable agira comme maître d'ouvrage délégué des communes. »**

CONSTATION SUR LA GESTION DES INFRASTRUCTURES D'EAH

- Insuffisance du contrôle et suivi de la gestion des infrastructures;
- Méconnaissance-ignorance et/ou inapplication des lois et codes sur la délégation de gestion et sur les obligations et responsabilités de chaque acteur,
- Système de gérance fragilisé- contrat de gestion non sécurisé,
- Insuffisance des ressources-budgets alloués au secteur par l'Etat, d'où la nécessiter de chercher à travailler en synergie avec les partenaires techniques et financières privés





VISION DU MEAH SUR LA GESTION DES INFRASTRUCTURES EN EAH

VISION

Professionalisation de la délégation de gestion

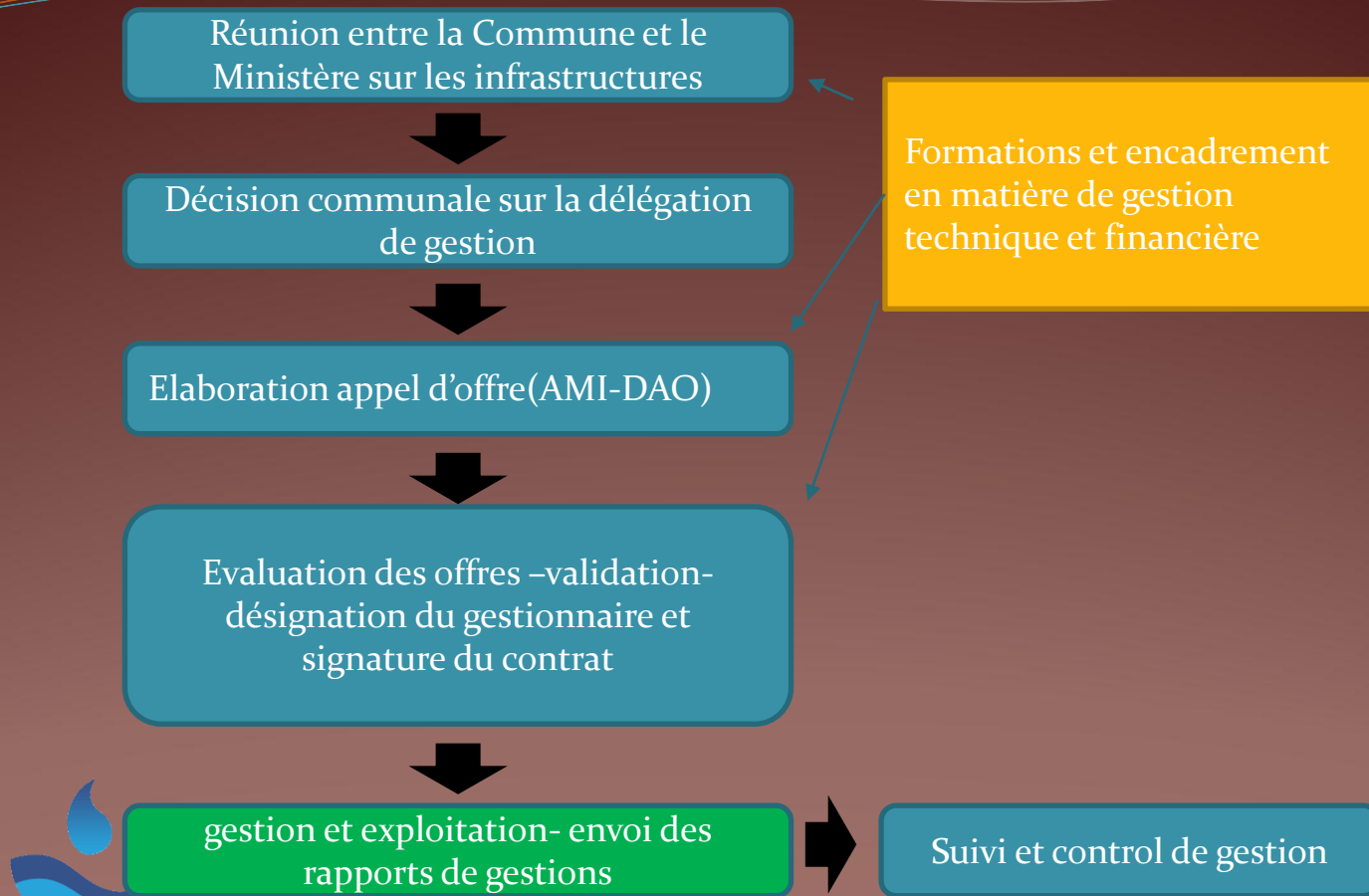
La contribution des partenariats public-privé peuvent apporter à l'amélioration des d'alimentation en eau et d'assainissement au niveau des Communes

améliorer la qualité et l'efficacité des services

Encourager le secteur privé à apporter leur part de financement, à construire les infrastructures et les gérer eux-mêmes (co-investisseur, constructeur et gestionnaire), dans le but d'améliorer l'accès (accroissement de la couverture), la qualité du service, l'efficacité opérationnelle, le niveau des tarifs.

Les PPP sont définis comme un contrat dans lequel le partenaire privé est responsable de la conception, la réalisation et l'exploitation d'un ouvrage public.

LES ETAPES REQUISES POUR REALISER LA VISION



OBLIGATIONS DE CHAQUE ACTEUR EN VUE DE PROFESSIONNALISER LA DELEGATION DE GESTION

Commune: Maître d'ouvrage

- Représenter les bénéficiaires vis à vis de l'Etat et du gestionnaire,
- Assurer le suivi des activités (technique et financier) du gestionnaire et la gestion des infrastructures;
- Appuyer le gestionnaire sur la gestion et la protection des infrastructures ainsi que la protection des ressources en eau,
- Co-élaborer avec le gestionnaire sur le plan d'extension du réseau et
- Valider le rapport d'activités (technique et financier) du gestionnaire,
- Assurer la bonne gouvernance sur les recettes produites par la gestion



GESTIONNAIRE

Assure la gestion et exploitation du système d'AEP selon les prescriptions définies dans le contrat de gestion et le cahier des charges dont;

- Recouvrement des fonds au niveau des usagers sur le prix de l'eau et paye les taxes et redevances définies dans le contrat (autres dépenses, etc)
- Envoi le rapport (technique et financier) produit par la gestion et exploitation du système au niveau des différentes autorités concernées après approbation du maitre d'ouvrage,
- Assure la protection du système contre l'acte de vandalisme,
- Elabore avec la Commune le plan d'investissement à court terme et à long terme sur l'extension du système.



MINISTRE DE L'EAU DE L'HYGIENE ET DE L'ASSAINISSEMENT

Dans le cadre de la politique du Service Public de l'Eau, l'Etat a notamment pour mission :

- d'assurer la planification et le développement du service public de l'eau;
- de suivre, d'animer et de coordonner la politique d'investissement et de financement du Service Public de l'Eau ;
- de fixer par voie réglementaire les normes et les spécifications techniques applicables aux différents Systèmes d'eau;
- d'assister les communes pour qu'elles satisfassent aux critères d'habilitation dans les meilleures conditions et les meilleurs délais;
- de coordonner du point de vue administratif, technique et financier, l'assistance technique dont les Communautés ont besoin pour gérer les petits systèmes ruraux
- d'approuver tout contrat de gestion,
- D'assurer la stabilité de "contrat" et l'équilibre financier du gestionnaire



MINISTERE DE LA DECENTRALISATION

- Appuyer les Communes sur le renforcement des capacités vis-à-vis de ces rôles et responsabilités
- Faire le suivi de l'application du contrat de délégation de gestion concernant les infrastructures en EAH au niveau local
- Apporter des solutions y afférentes en cas de conflit
- Coordonner et harmoniser les activités des communes avec tous les services techniques déconcentrés, y compris le MEAH.





**MERCI DE VOTRE AIMABLE
ATTENTION**



Partenariats public-privé pour les services d'eau ruraux

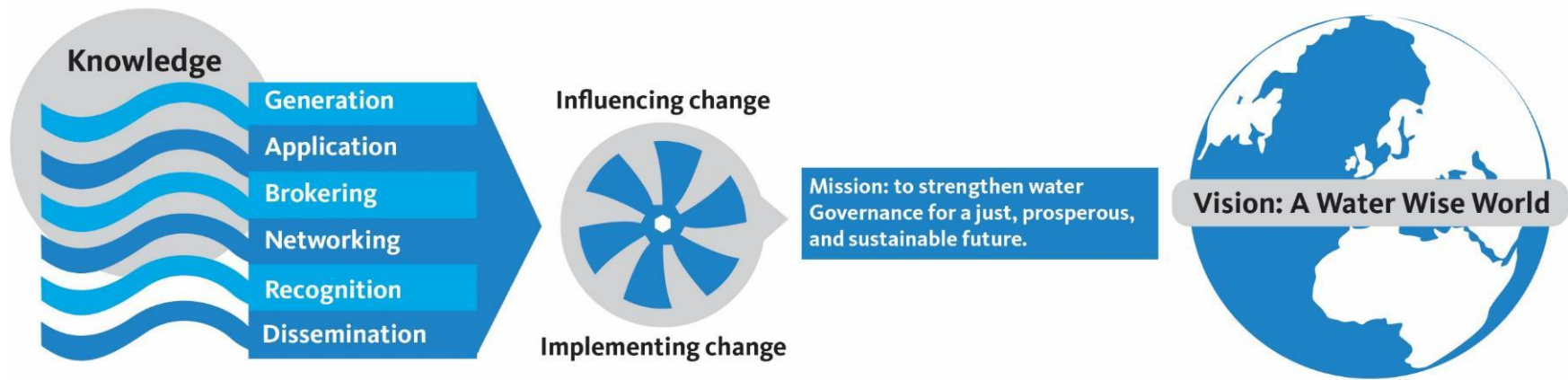
Les modèles de PPP

Avantages / facteurs de réussite et défis

ATELIER - UNICEF MADAGASCAR

Avril 2021 / SIWI – Antoine Delepière

ACCOUNTABILITY FOR
SUSTAINABILITY



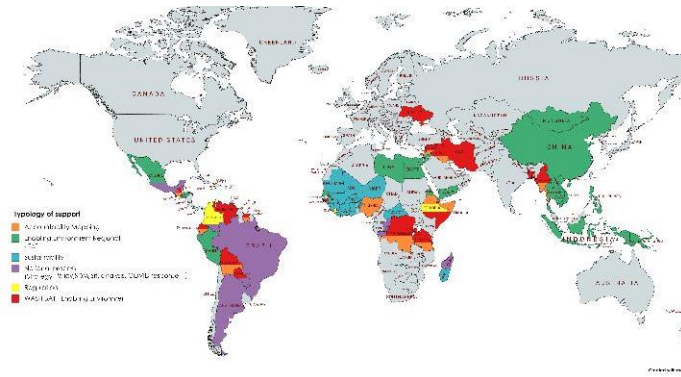
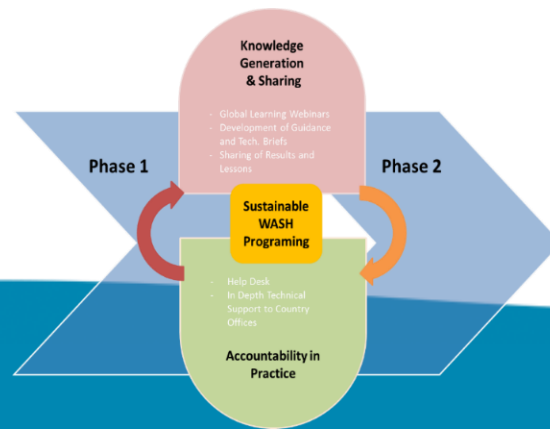
SIWI is a water institute. We leverage knowledge and our convening power to strengthen water governance for a just, prosperous, and sustainable future.

Strategic framework for including accountability in service delivery

ACCOUNTABILITY FOR SUSTAINABILITY



Supporting local
institutions



Country support 2014-2020

Definition des prestations de services

Les modalités de prestation de services répondent aux besoins et aux capacités de la communauté

La prestation de services est **un ensemble de mécanismes (un modèle) pour fournir en permanence une eau et un assainissement fiables et de bonne qualité**. Une variété d'arrangements de prestation de services Eau Assainissement impliquent des organisations de la société civile, de petits prestataires de services, des entreprises transnationales, différents ministères et des branches déléguées du gouvernement, des autorités locales et des entreprises municipales.



Principes

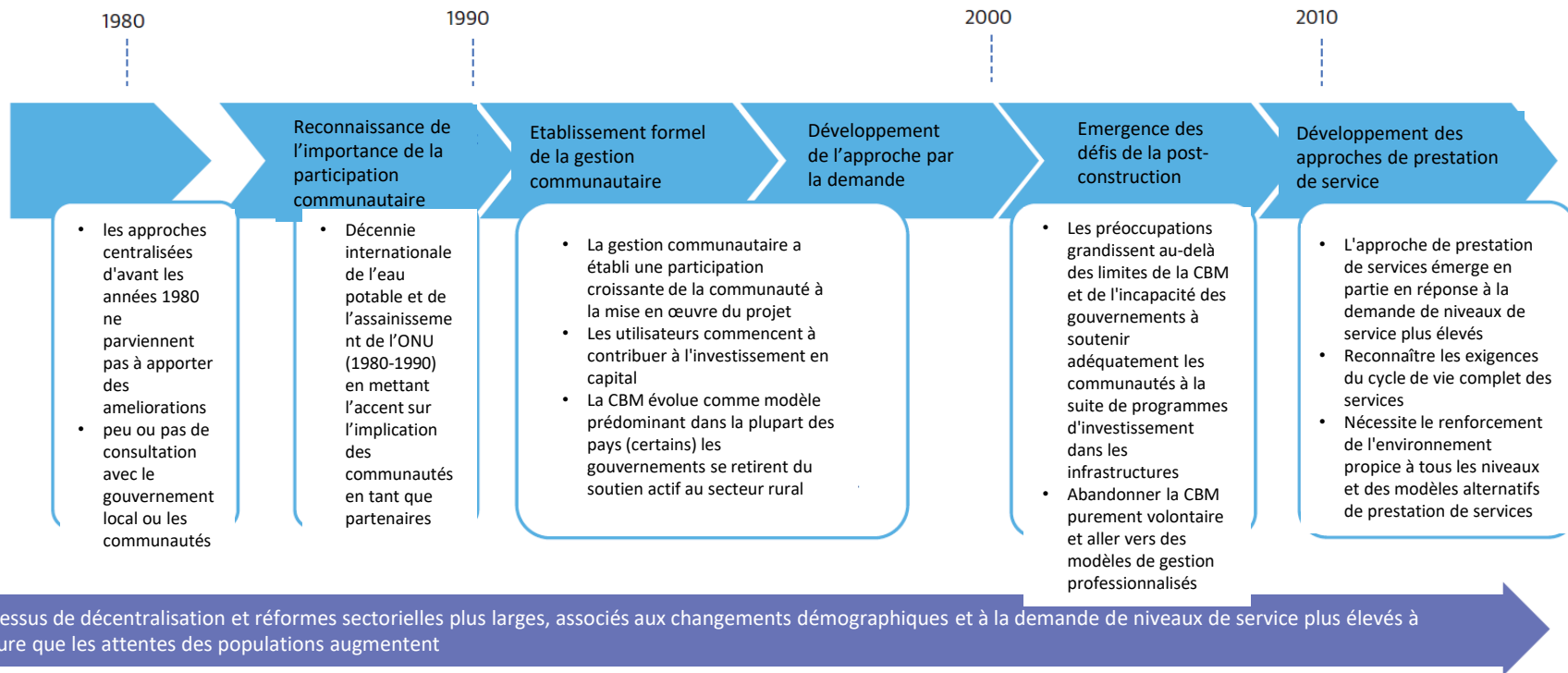
Les modalités de prestation de services doivent être:

- **Abordable** pour le consommateur
- **Équitable**, pour atteindre toutes les populations, y compris les plus vulnérables
- **Durable** sur le long terme
- **Réplicable**, pour pouvoir se développer dans le futur

ACCOUNTABILITY FOR
SUSTAINABILITY



Évolution du paradigme dans le secteur de l'eau en milieu rural 1980-2010

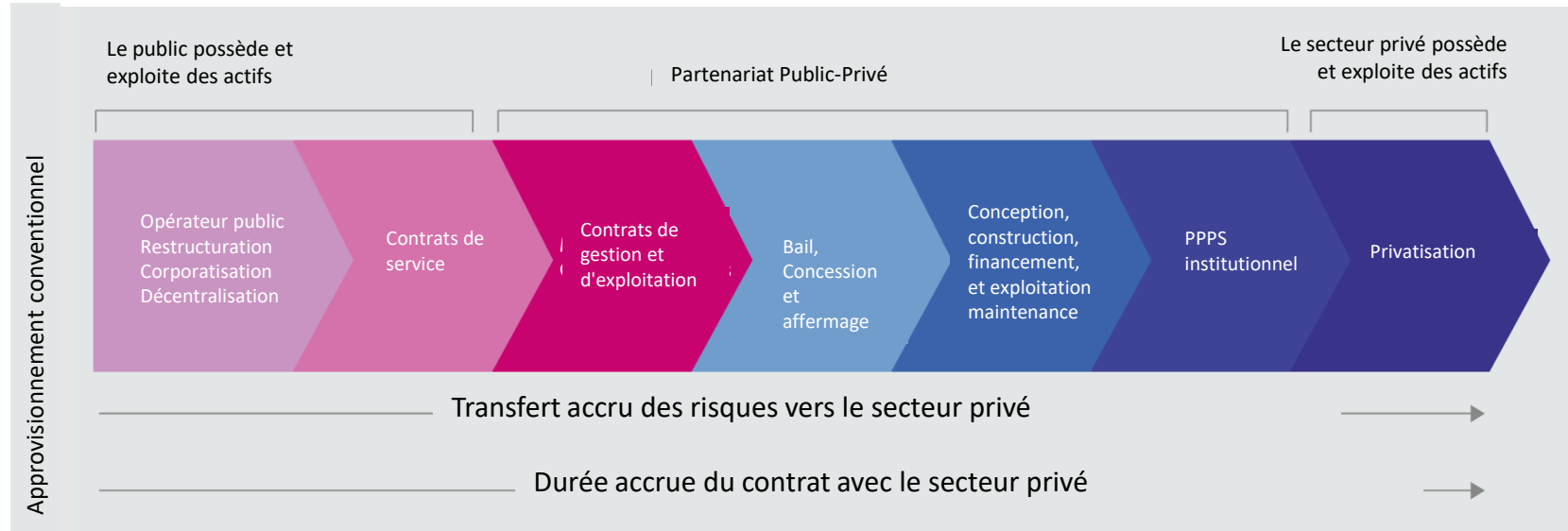


Source: Adapted from Lockwood and Smits 2011.

Définition du partenariat public-privé

- Un contrat à long terme (un «contrat PPP) entre une partie du **secteur public** et une partie du secteur **privé**
- Pour la **conception, la construction, le financement et l'exploitation d'infrastructures publiques** (la «Facilité») par le secteur privé
- Avec **des paiements sur la durée du contrat PPP** à la partie du secteur privé pour l'utilisation de l'installation, effectués soit par la partie du secteur public, soit par le grand public en tant qu'utilisateurs de la facilité, et
- L'installation restant dans la propriété du secteur public, ou revenant à la propriété du secteur public à la fin du contrat PPP

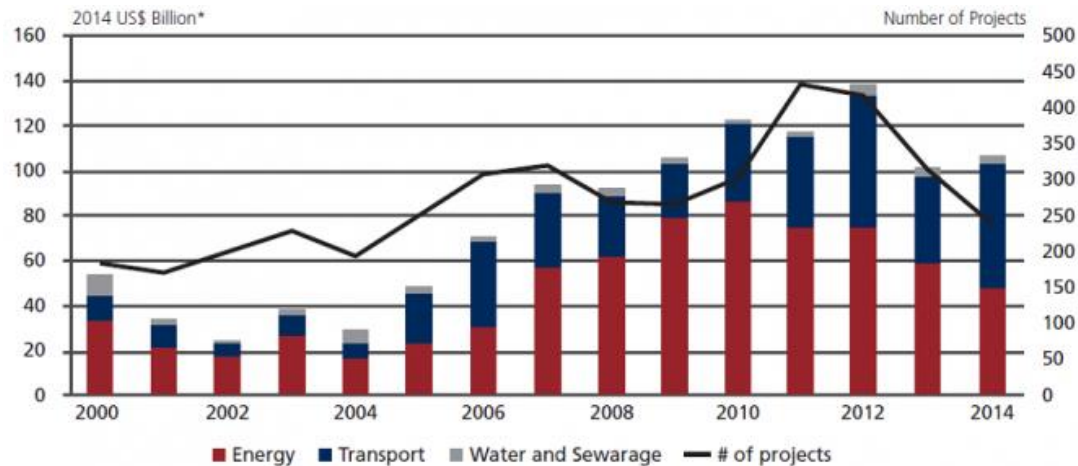
Continuum d'options de prestation de services alternatifs



Environnement des PPP en Afrique

Les projets d'infrastructure PPP (+/- 400) dans la région africaine se sont principalement concentrés dans la :

- Secteur de l'énergie (78%) - principalement des énergies renouvelables
- Transport (22%)
- Eau et assainissement (0,5%)

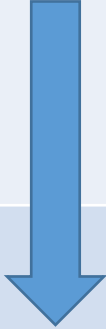


Source: World Bank and PPIAF, PPI Project Database.

*Adjusted by US CPI

ACCOUNTABILITY FOR
SUSTAINABILITY

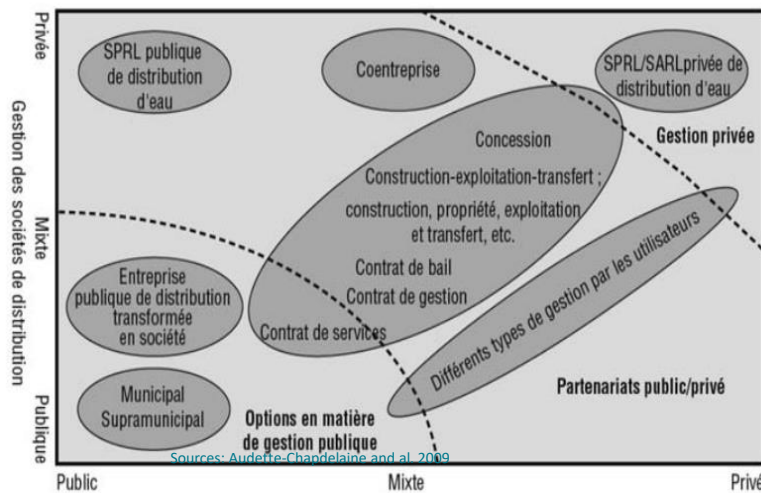


Type de contrat	Niveau de risque
Contrat de gestion. L'opérateur reçoit des honoraires pour effectuer les opérations et l'entretien courant. Le propriétaire de l'actif paie réparations, extensions, etc. Peu de risques pour l'opérateur privé.	Détenteur d'actifs
Contrat de concession (affermage). L'opérateur conserve les revenus mais doit payer les coûts d'exploitation et d'entretien spécifiés et la location frais, et éventuellement pourcentage des revenus. L'opérateur perd de l'argent si les coûts et les frais dépassent les revenus et est donc incité à réduire les coûts et augmenter les raccordements d'eau et la collecte des factures.	
Contrat de construction et d'exploitation. Les opérateurs éventuels construisent ou réhabilitent et parfois conçoivent un système d'eau, puis gérer les opérations dans le cadre d'accords de gestion ou de location (affermage).	
Contrat: Investir, construire et gérer un contrat. L'entrepreneur-exploitant est également tenu de fournir une partie des coûts d'investissement. Les systèmes sont exploités comme des concessions, dans lesquelles les opérateurs assument tous les coûts et conservent tous les revenus pendant une période.	Opérateur privé

Sources: Triche et al., 2006; Kleemeier, 2010

ACCOUNTABILITY FOR
SUSTAINABILITY

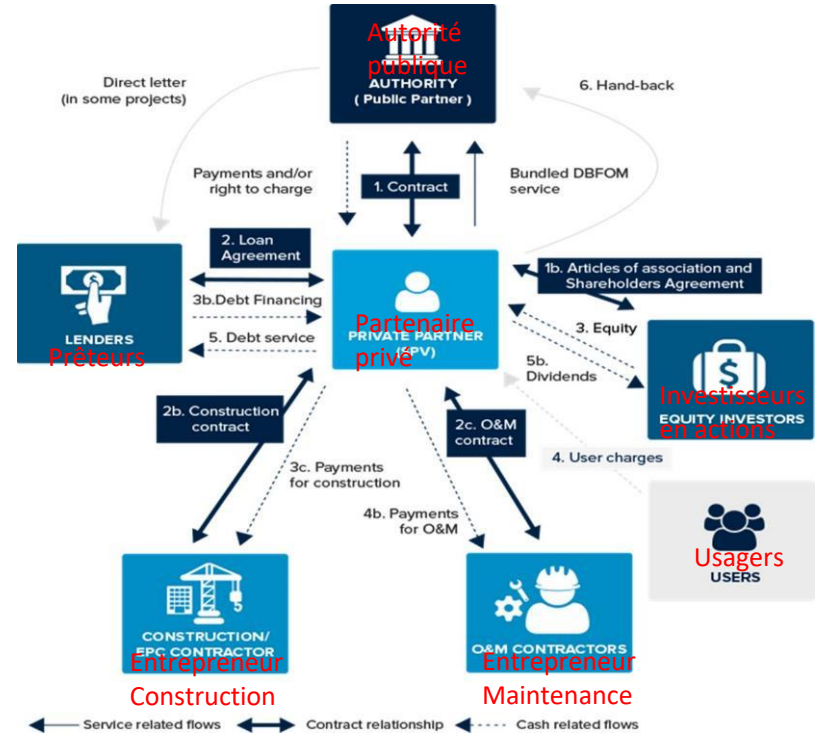




FORMS OF PPPs

TYPE OF ARRANGEMENT	DEFINITION OF OPERATOR DUTIES	SELECTED RESPONSIBILITIES OF THE OPERATOR	TYPICAL PROJECT/ PROJECT SEGMENT FOR OPERATOR	LEVEL OF RISK TRANSFER TO THE PRIVATE SECTOR AND RISKS TYPICALLY BORNE BY THE OPERATOR	INVESTMENT RESPONSIBILITY	OWNERSHIP OF INFRASTRUCTURE ASSETS
Management Contract	Supplier management services to the utility for a fee.	Provides management services to a utility.	Fixed fee + bonus usually covers management salaries and related expenses.	Low: Bonus usually linked to improvement in performance indicators.	Infrastructure and operating assets investment from the Contracting Authority.	Contracting Authority.
Affranchage	Rents the business, retains a fee (generally not equal to the customer tariffs) based on the volume of water sold. No infrastructure asset investment responsibility.	Employs staff, operates and maintains utility.	Affranchage for a volume of water sold.	Significant: Operating, commercial and demand risks.	Infrastructure assets from Contracting Authority. Operating assets investment from the Operator.	Contracting Authority.
Lease	Rents the business, retains revenue from customer tariffs, and pays a lease fee to the contracting authority. No infrastructure asset investment responsibility.	Employs staff, operates and maintains utility.	Revenue from customers less lease fee.	Significant: Operating, commercial and demand risk.	Infrastructure assets from Contracting Authority. Operating assets investment from the Operator.	Contracting Authority.
Concession	Rents the business, finances investment, and can own the infrastructure assets depending on transaction.	Employs staff, operates and maintains utility, and finances investments.	Revenue from customers less any concession fee.	Major: Operating, commercial, demand, and financing risk.	Infrastructure and operating assets investment from the Operator.	Contracting Authority or Operator.
Build Operate Transfer Concession	Designs, builds (or rehabilitates), finances, and operates asset for the period of the concession.	Employs staff, operates and maintains utility, and operates asset for the period of the concession.	Availability and volume of payments from the Contracting Authority or end users.	Major: Operating, commercial, and financing risk.	Infrastructure and operating assets investment from the Operator.	Operator. (Transferred to the Contracting Authority at the end of the concession.)

Caractérisation du degré de participation du secteur privé aux services



Structure et cadre du PPP

ACCOUNTABILITY FOR SUSTAINABILITY



Avantages



De meilleures solutions d'infrastructure qu'une initiative entièrement publique ou entièrement privé / concentration sur effet long terme



Achèvement plus rapide des projets et réduction des délais des projets d'infrastructure / Renforcer l'expertise et l'apprentissage



Le retour sur investissement peut être supérieur à celui des projets traditionnels (exécution entièrement privée ou gouvernementale).



Les risques sont pleinement évalués dès le début pour déterminer la faisabilité du projet / Renforcement du contrôle et de la transparence / Audits réguliers et surveillance accrue



Des rôles et des responsabilités clairs, y compris des codes éthiques ouverts au public. Mais besoin d'une régulation forte et performante

Inconvénients



Peut augmenter les coûts gouvernementaux.



Limiter la compétitivité requise pour un partenariat rentable.



Les bénéfices des projets peuvent varier en fonction du risque assumé, les niveaux de concurrence et complexité et la portée du projet.



Si l'expertise dans le partenariat repose fortement sur le côté privé, le gouvernement est à un niveau inhérent désavantageux.

<https://www.thebalancesmb.com/public-private-partnership-pros-and-cons-844713>

Avantages et Inconvénients des PPP



- **Répartition et partage appropriés des risques**

En tant que partie intégrante d'un PPP, une **bonne répartition des risques est essentielle**. Les risques doivent être **précisément et clairement identifiés et attribués à la meilleure partie capable de les gérer**. C'est la principale différence entre un PPP et un processus de passation de marché traditionnel.

- **Un consortium privé fort**

Différentes sociétés se réunissent souvent pour exécuter le projet en raison de la complexité des projets PPP. Une nouvelle entité, qui est un véhicule à usage spécial, est formée. **Un consortium faible et mal géré peut entraîner l'échec du projet**.

- **Soutien politique**

Sans le soutien politique nécessaire, le projet PPP n'obtiendrait pas l'approbation des dépenses requises.

Facteurs essentiels de réussite d'un PPP

ACCOUNTABILITY FOR
SUSTAINABILITY



- **Soutien public/Communautaire**

L'adhésion du public et l'acceptation du projet sont très importantes, surtout si le public doit payer pour l'utilisation de l'infrastructure, comme dans le cas des services d'eau. Les médias, les sociétés civiles et d'autres organisations non gouvernementales jouent un rôle essentiel pour obtenir le soutien du public

- **Une passation de marchés transparente et une régulation efficace**

En tant que processus de passation de marchés, il est essentiel que **l'ensemble du processus soit transparent**. Le besoin de transparence ne se limite **pas seulement au processus d'appel d'offres, mais aussi au processus de livraison du projet dans son ensemble**. Des canaux de communication ouverts et constants entre les parties et les intervenants externes sont essentiels, ainsi qu'une régulation de qualité.

- **Viabilité financière en zone rurale : regrouper les systèmes**

Il y a une difficulté à rendre les services ruraux économiquement viables en raison des distances, de la faible densité, de la consommation limitée, de la volonté à payer et de l'accessibilité. Il est intéressant d'explorer les systèmes multi-villages, ou lot de systèmes pour un même opérateur dans une zone définie.

Facteurs essentiels de réussite d'un PPP

**ACCOUNTABILITY FOR
SUSTAINABILITY**



- **Demande latente de services modernes**

Besoin d'une demande de niveaux de service plus élevés parmi une classe moyenne émergente.

Les PPP réussis offrent un choix de niveaux de service en **fonction des préférences personnelles et de la volonté de payer.**

- **Soutien des bailleurs de fonds**

Outre le soutien financier pour la construction/réhabilitation, les bailleurs de fonds peuvent également contribuer **à créer un " environnement favorable " en renforçant la capacité** des communes à superviser la fourniture des services d'eau et à servir de pouvoirs adjudicateurs.

- **Transfert des risques**

Le transfert et l'atténuation des risques sont **essentiels dans la structuration d'un projet PPP**. Les risques qui ne sont pas correctement gérés auront un impact négatif sur la capacité du projet à fournir le service si l'installation n'est pas achevée à temps ou exploitée efficacement, ou auront un impact sur la viabilité financière du projet.

Facteurs essentiels de réussite d'un PPP

**ACCOUNTABILITY FOR
SUSTAINABILITY**



Rôle de la communauté



Rôle des organisations communautaires: Aucune role



Les associations d'utilisateurs de l'eau peuvent être les autorités contractantes.



Les communautés peuvent devenir importantes en tant que contrôleurs des performances des opérateurs.

Rôle des Services de soutien externes



Appui extérieur pour **renforcer leurs capacités de base, indépendamment de toute compétence spécialisée.**



Appui à la **mise en place de système d'appui et de suivi des performances** : conseils et assistance aux OP + collecte informations de suivi pour les autorités de service (*communes*).

Rôle de la Réglementation



Réglementation : contrôle du respect des contrats, l'ajustement des tarifs, l'arbitrage des litiges et le contrôle de la qualité de l'eau, point faible des PPP d'eau en milieu rural.



Création agence de régulation sur modèle urbain (agence indépendante) – problématique rural étendue périmètre, exigences rapports / mesures punitives



De longs litiges entre les opérateurs et les consommateurs ou les gouvernements locaux peuvent compromettre les opérations et la durabilité



Réglementation autre option: **Développer des contrats détaillés** incluant normes de performance en matière de prestation de services, de maintenance, de perception des recettes, de gestion financière, de rapports, etc.:



Autre approche : **confier les responsabilités** en matière de réglementation, (au moins d'audit), à une entité qui fournit également un soutien technique aux opérateurs privés - problème potentiel conflit d'intérêts

Manque de capacité de gestion et de compétences appropriées

Absence d'appropriation claire du projet et absence d'un projet phare

Incapacité à communiquer (à l'intérieur, à l'extérieur, au public - susciter l'acceptation et gérer la résistance, et aux investisseurs).

Défaut d'adéquation aux objectifs stratégiques du gouvernement ou changements dans les objectifs du gouvernement.

Pressions politiques et délais irréalistes

Défauts de gouvernance: absence d'un processus normalisé / Un cadre institutionnel complexe et peu clair / Absence d'un cadre de gestion budgétaire / L'absence de directives politiques claires / **manque de capacité de régulation ou mauvaise qualité**

Causes générales d'échec

ACCOUNTABILITY FOR
SUSTAINABILITY

Les mesures immédiates pour promouvoir et améliorer les PPP relatifs à l'eau en milieu rural sont les suivantes :



Identifier les meilleures opportunités pour les PPP et soutenir les programmes pour les développer. Les PPP relatifs à l'eau en milieu rural sont les plus **prometteur pour les systèmes d'adduction qui peuvent être rendus économiquement viables par une meilleure gestion** et, éventuellement, des subventions fiables.



Veillez à ce que toutes les **subventions nécessaires du gouvernement central ou d'autres sources externes fassent partie du PPP**.



Mettre à disposition des informations en ligne sur les coûts, les tarifs et les performances afin d'encourager une analyse et une compréhension généralisées de la rentabilité et de la durabilité des PPP dans le domaine de l'eau en milieu rural dans différentes conditions.

Recommandations



Lier les efforts visant à soutenir les PPP à **une réforme plus large de l'administration publique et au renforcement des capacités**, en particulier pour le gouvernement local.



Fournir plus de soutien pour la réglementation et l'adaptation des réglementations urbaines aux conditions rurales, afin de **garantir que les obligations contractuelles sont respectées et que la qualité de la prestation de services reste élevée**.



L'autorité publique chargée de superviser le PPP doit disposer d'une **capacité suffisante pour contrôler et réglementer** tous les aspects de sa mise en œuvre et veiller à ce que les tarifs perçus soient optimisés



La qualité du processus, depuis le lancement du projet, tout au long du cycle de vie, y compris l'exploitation à long terme, est essentielle. Des mécanismes continus et solides d'évaluation et d'audit externes, combinés à des **mécanismes de responsabilité envers les citoyens, sont des éléments clés pour réduire la corruption**.

Recommandations

Le développement d'infrastructures résilientes et intelligentes face au climat sera essentiel pour:

Atténuer le changement climatique, c'est-à-dire **réduire les émissions de GES**;

Accroître la résilience des infrastructures au changement climatique, **c'est-à-dire s'assurer que les infrastructures sont planifiées, conçues, construites et exploitées de manière à anticiper, à se préparer et à s'adapter aux effets incertains et potentiellement permanents du changement climatique** (par exemple, un projet hydroélectrique qui prend en compte l'évolution future des débits moyens et extrêmes, pour s'assurer que les modèles financiers issus des analyses hydrologiques sont corrects, ou que les déversoirs sont correctement dimensionnés pour éviter les brèches de barrage);

Assurer la résilience grâce à l'infrastructure, c'est-à-dire **s'assurer que l'infrastructure nouvelle ou améliorée ne nuit pas et offre des avantages connexes aux systèmes**, aux communautés, aux ménages et aux individus plus larges (par exemple, protection contre les inondations, meilleure gestion de la ressource)

Pour fournir des solutions d'infrastructure intelligentes face au climat, l'investissement et l'expertise privés sont essentiels, y compris le financement d'infrastructures durables par le biais de modèles de PPP.

Infrastructure résiliente et intelligente face au climat

Merci

Antoine Delepiere > SIWI > antoine.delepiere@siwi.org

ACCOUNTABILITY FOR **SUSTAINABILITY**



*Empowered lives.
Resilient nations.*

ACCOUNTABILITY FOR
SUSTAINABILITY



TABLE 1 ORGANISATIONAL OPTIONS FOR CONTRACTING AUTHORITIES

Contracting authority	Example	Contracting arrangements
Central government ministry or technical agency	Paraguay	Government created central agency (SENSA) to expand rural water supply provision. Although SENSA relies largely on local water user associations to manage schemes, it has used competitively bid build-and-operate contracts with construction firms to control capital costs, leverage private investment, and increase cost recovery from users.
	Mauritania	Government formed nonprofit national organisation (ANEPA) to assume responsibility for managing and maintaining piped schemes, including those in small rural centres, from Ministry of Water. By 2006, ANEPA had signed contracts with private operators to manage almost 90% of country's piped schemes.
National or regional utility company	Morocco	Government gave responsibility for rural water provision to national bulk water supply utility (ONEP). ONEP is testing franchise approach, under which private operators will manage local networks.
	Vietnam	Under World Bank-assisted project, several provincial governments formed utility companies to manage rural piped schemes. Companies would award operation and maintenance contracts to private firms; private sector would purchase utility company stock. Not implemented.
Local government (central ministry plays critical role in supporting local government contracting for PPPs)	Burkina Faso	Under French-assisted project, two firms won contracts to build (or rehabilitate) and then operate 15 schemes for seven years.
	Benin	As of March 2010, 132 schemes were operating under delegated management, most with private operators.
	Rwanda	As of 2008, 70-plus rural piped schemes were managed by private operators under delegated management, of roughly 850 rural piped schemes in total.
	Madagascar	Some 20 piped schemes under private management serving approximately 120,000 people (see Box 2).
Water user association	Kenya	Local microfinance bank (K-Rep) has piloted loan programme for community self-help groups to build, expand, or improve piped water schemes. K-Rep requires loan recipients to engage private operators on management contracts until loan has been repaid.
	Niger	Central ministry handles bidding process for private operators, which sign contracts with water user associations.
	Senegal	Central ministry delegates responsibility for rural piped schemes to water user associations (ASUFORS), which sometimes contract operations (pumping, kiosk operation, billing, payment collection) to local private operators, who in turn hire pump and kiosk attendants, meter readers, plumbers, etc. Ministry has contracted with single firm to provide maintenance for all ASUFORS, each of which signs performance agreement with this firm.

Sources: Kleemeier, 2010; Lockwood and Smits, 2011; Annis, 2011.

A group of children are gathered around a concrete public water tap in a rural setting. Some children are washing their hands, while others are playing with the water. In the background, there is a tall, white, cylindrical water tower on a concrete stand, surrounded by trees and a clear blue sky. A small building with a corrugated metal roof is visible to the right.

Résumé des grandes orientations du programme **WASH** UNICEF-Gvt 2021-2023

Brigitte Pedro- Chief WASH
UNICEF



EAU, ASSANISSEMENT ET HYGIENE



59% (#15,3 millions de personnes) de la population n'a pas accès à un service d'eau de base



83% (#21,6 millions de personnes) de la population n'a pas accès à un service d'assainissement de base



40% (# 10 millions de personnes) de la population défèque à l'air libre- 10,4 millions pp



77% (# 20 millions de personnes) de la population n'a pas accès à un service d'hygiène de base (lave main, eau, savon)



>80% des institutions publiques sans services WASH





Effet: Les capacités des structures et partenaires aux niveaux national et décentralisé sont renforcées pour améliorer l'élaboration et mise en œuvre de politiques et programmes soutenables pour un accès équitable et durable des populations a des services WASH (Eau, Assainissement, Hygiène) résilients et réactifs, adaptés au changement climatique et environnementaux.

1. D'ici 2023, les communautés des **zones rurales cibles**, des petites villes et des zones périurbaines, y compris les institutions, auront accès à **des services WASH durables et résilients au climat**. (Paquet WASH Rural& Urbain)
2. D'ici 2023, le gouvernement et ses partenaires mettent en œuvre des approches tenant compte des risques pour renforcer la résilience au changement climatique à tous les niveaux et ont une capacité accrue de diriger, coordonner la préparation aux catastrophes, et fournir une réponse humanitaire WASH pour répondre aux besoins des populations touchées. (CC et urgence)
3. D'ici 2023, les partenaires du Gouvernement seront en mesure de renforcer les capacités du Gouvernement aux niveaux national et décentralisés pour améliorer l'élaboration des politiques, la planification, le suivi et la coordination. (Environnement favorable)

D'ici 2023, les communautés des zones rurales cibles, des petites villes et des zones périurbaines, y compris les institutions, auront accès à des services WASH durables et résilients au climat. (Paquet WASH Rural& Urbain)

- **6 Régions** (Amoron'i Mania, Androy, Anosy, Analandjirofo, Atsimo Andrefana, Atsimo Atsinanana)
- **30 communes All in One** avec couverture totale de services WASH domicile, école, centre de sante et lieux publics
- **360,000 futurs clients** pour services Eau en 2023 et 600,000 en 2042
- **119 communes** pour couvrir l'accès a des services assainissement pour 1,7 million futurs clients

\$ 20 millions US

**Dont 15 millions \$ de marché pour l'Eau
+/- 500,000 USD/commune**

- # 100-150 AEP majoritairement en solaire, AEPG, SandDams, REEPs et MUS → 250,000 futurs clients
- # 400-800 PMH → 110,000 futurs clients
- # 400 institutions avec services WASH
- 1 gestionnaire par commune



Programme “All in One” défini conjointement avec le MEAH, DREAH, Gouvernorat lors de consultations a permis de sélectionner, les communes d'intervention..avec comme objectif

- Assurer une couverture totale services WASH sur toute l'étendue de la commune
- Assurer une meilleure appropriation et engagement des communautés
- Augmenter le CA des opérateurs
- Assurer un meilleur recouvrement des taxes
- Assurer un service durable pour tous les habitants de la commune.



REGION	DISTRICT	COMMUNE	NB de communes
AMORON' I MANIA	AMBOSITRA	FAHIZAY	1
ANALANJIROFO	FENERIVE EST	MAHANORO	2
ANALANJIROFO	VAVATENINA	MAROMITETY	
ANDROY	Ambovombe-Androy	AMBINANY	9
ANDROY	BEKILY	ANJA NORD	
ANDROY	BEKILY	ANKARANABO NORD	
ANDROY	BEKILY	BEKITRO	
ANDROY	BEKILY	BERAKETA	
ANDROY	BEKILY	BESAKOA	
ANDROY	BEKILY	BEVITIKY	
ANDROY	BEKILY	MANAKOMPY	
ANDROY	BEKILY	TSIKOLAKY	
ANOSY	AMBOASARY-ATSIMO	TSIVORY	8
ANOSY	BETROKA	AMBALASOA	
ANOSY	BETROKA	ANALAMARY	
ANOSY	BETROKA	BEAMPOMBO I	
ANOSY	BETROKA	BEKOROBO	
ANOSY	TAOLAGNARO	AMPASIMENA	
ANOSY	TAOLAGNARO	ISAKA-IVONDRO	
ANOSY	TAOLAGNARO	SOAVARY	
ATSIMO ANDREFANA	AMPANIHY OUEST	Amborompotsy	7
ATSIMO ANDREFANA	AMPANIHY OUEST	ANDROIMPANO	
ATSIMO ANDREFANA	AMPANIHY OUEST	BELAFIKE HAUT	
ATSIMO ANDREFANA	AMPANIHY OUEST	GOGOGOGO	
ATSIMO ANDREFANA	Toliary-II	ANKILIMALINIKE	
ATSIMO ANDREFANA	Toliary-II	BELALANDA	3
ATSIMO ANDREFANA	Toliary-II	MIARY AMBOHIBOLA	
ATSIMO ATSIANANANA	BEFOTAKA	RANOTSARA SUD	
ATSIMO ATSIANANANA	VONDROZO	KARIANGA	
ATSIMO ATSIANANANA	VONDROZO	MAHAVELO	

MADAGASCAR



UNICEF recherche ses partenaires pour la mise en oeuvre du nouveau programme dans les domaines suivants :

- Bureau d'études
- Bureau de controle
- Fournisseur d'équipments
- Entreprises de constructions
- Partenaires en ingénierie sociale
- Partenaires pour les études impact Environnementales et Sociales
- Gestionnaires (sous contrat avec MEAH)

Dans un processus de sélection transparent, respectant les regles de marché sain et compétitif de l'UNICEF



Les achats publics a l'UNICEF



Anne Cabrera-Clerget- Chief Supply (UNICEF)



ACHAT



Achat annuel de **40mio \$**



Bien: plus de **11mio \$**



Services: plus de **7-9mio \$**



Procurement Services via notre central d'achat:
entre **16- 20mio \$**



Liste des achats prévus pour 2021

L'approvisionnement au sein de l'UNICEF est **déterminé par la demande**. Les demandes de produits spécifiques proviennent des **besoins programmatiques** et c'est sur cette base que nous lançons le processus d'approvisionnement et d'achat.

En général, l'UNICEF **favorise les achats locaux**. Pour cela nous suivons les règles internationales en matière de marchés publics, qui prévoient généralement une procédure d'appel d'offres.

Car accessories	ICT	Medicaments	School furniture	Therapeutic Food	Water Treatment
Chemicals	Kit	Other	Securite	Transport	Food supplement
Clothing	Masks	Pipe	Sport equipment	Vaccine	Feeding/cooking Equipment
Cold Chain equipment	Medical equipment	Printing	Stationary	Vehicule	Anthropometric Equipment
Fuel	Medical equipment	Pump	Tarpaulin	Water Container	Hygiene
Generators	medical material	Sanitation	Tent	Water testing	Medecine
Machines for salt iodisation	Reagents	Medical supplies			

Application Dev. & Enhanc	COMMS, DESIGN & PRINT	Facility Maintenance/Reproduction	Insurance services	Q/A & Inspection	Supply Chain Analys
Audio Visual Serv.	Construction Works	Feasibility Studies	IT Data & Comm Serv	Research & Studies	Surveys & Statistics
Audit Services	Contruction Services	Generator maintenance/repairation	Laboratory Testing	Risk management	Writing & Translatn
Borehole Drill Maint	Evaluation Services	Graphic Design	Printing Services	Road Cargo Transport	Graphic Design & Layout services
Catering & Canteen	Events Management	Hotels & Meeting	Project Management	Storage / Warehouse	

2021 CALANDRIER DE DAO pour LTA - BIENS

Calendrier DAO pour LTA 2021

Nous vous informons que nous publions notre calendrier d'appels d'offres sur une base annuelle. Des actualisations au cours de l'année sont possibles

Description du DAO	Section	Duree estimative du la LTA	Date estimative du demarage du processud d'achat (publication) (Trimester 2021)	Estimation de debut de contrat/LTA
FOURNITURES DE BUREAU (+ kit CRAN) , Consumables Procurement	Admin/ SNU	2+2 ans	Avril	Juin
Chlorine, traitement eau	WASH	2+2 ans	Avril	Juin
MUAC tape (New design)	Nutrition	2+2 ans	Mai	Aout
Citermes	WASH	2+2 ans	Mai	Aout
Kits CFS "Sahan'ny ankizy"	Protection de l'Enfance	2+2 ans	Mai	Aout
Calcium Hypochlorite, drum 50kg	WASH	2+2 ans	Juin	September
MHM (Kit)	WASH	2+2 ans	Juin	September
Kit CRAN (pour 10 élèves et enseignants)	Education	2+2 ans	Septembre	Decembre
Kit fourniture urgence (éléments CRAN pour une salle de classe, a confirmer: kit en boîte métallique)	Education	2+2 ans	Septembre	Decembre
Kit structure/tente (structure métallique) salle de classe d'urgence (Innovation: Target Product Profile/Profil de produit cible)	Education	2+2 ans	October	Avril 2022
Kit EDUCATION INCUSIVE Primaire (Innovation: Target Product Profile/Profil de produit cible)	Education	TBC	2022 (a confirmer)	2022 (a confirmer)
(3 sous kits: Matériels Pédagogiques, Fournitures, Matériels Récréatifs)				

2021 CALANDRIER DE DAO pour LTA - SERVICES

Description du DAO	Section	Duree estimative du la LTA	Date estimative du demarage du processud d'achat (publication) (Trimester 2021)	Estimation de debut de contrat/LTA
Video	MRE	2+1 ans	Dec-20	Avril 2021
SERVICE MANUTENTION AU MAGASIN	LOG	2+2 ans	Fevrier 2021	Juillet 2021
"Oxygen therapy " et O2	Sante	2+1 ans	Avril	Juin
service Water trucking (for Emergencies)	WASH	2+1 ans	Avril	Juin
Etude, control et suivi: études APD et APS et C&S pour AEP + C&S de forage/installation de pompes (hors étude) + C&S travaux de réhabilitation/ réactivation de forage/puits (hors étude)	WASH	2+1 ans	Avril	Juin
Exécution de travaux de construction de forage	WASH	2+1 ans	Avril	Juin
Exécution de travaux de réhabilitation/ réactivation de forage/puits	WASH	2+1 ans	Avril	Juin
Pre-qualification pour des AEP (Constructeur et Investisseur-Constructeur & gestionnaire) - Consultation Industrielle (20 Avril) sur base de TSP	WASH	evolutif	Mai	Aout
Mise en œuvre de vérification ponctuelles de partenaire de l'Unicef a Madagascar en suivant le procédure HACT (SPOTCHECK)	PLANNING	2+2 ans	Mai	Aout
Design, mise en page (layout)	MRE, C4D	2+2 ans	Juin	September
Editing/ proof reading	MRE, C4D	2+2 ans	Juin	September

UNICEF Madagascar :
<https://www.unicef.org/madagascar/>

Considérations relatives à l'Achat



ASSURER

- Indépendance
- Équité, intégrité et transparence grâce à la concurrence
- Economie et efficacité
- Meilleur rapport qualité prix

PRÉVENIR

- Favoritisme

PROMOUVOIR

- Développement de marché / marchés sains
- Objectifs de l'organisation/ mandat de l'UNICEF



Méthode d'achat publique via l'UNICEF

Type de contrat

Tirer parti de
l'avantage
comparatif
pour obtenir
des résultats
pour les enfants

L'UNICEF définit la portée du travail et les résultats à atteindre et recherche un soutien pour entreprendre des activités

L'UNICEF passe par un processus **d'appel d'offres compétitif** pour identifier les fournisseurs les plus appropriés

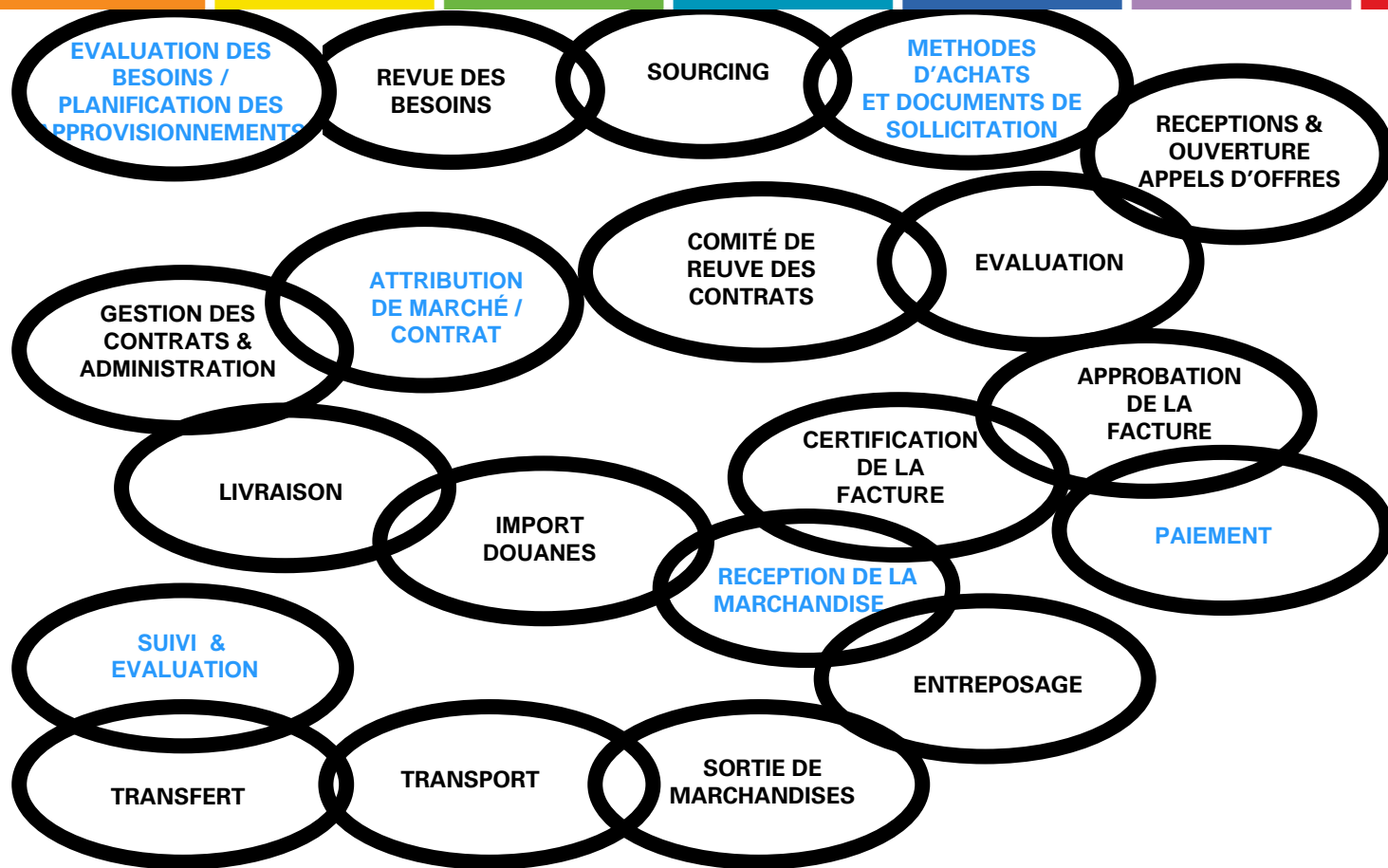
Si un **achat ponctuel** doit être livré, alors ...

Contract Institutional/
Bon de Commande PO

Si le service ou le bien à livrer est de **nature répétitive**, alors ...

Long-Term Agreement
(Accord a long-terme)
(LTA) entre 2-4 ans

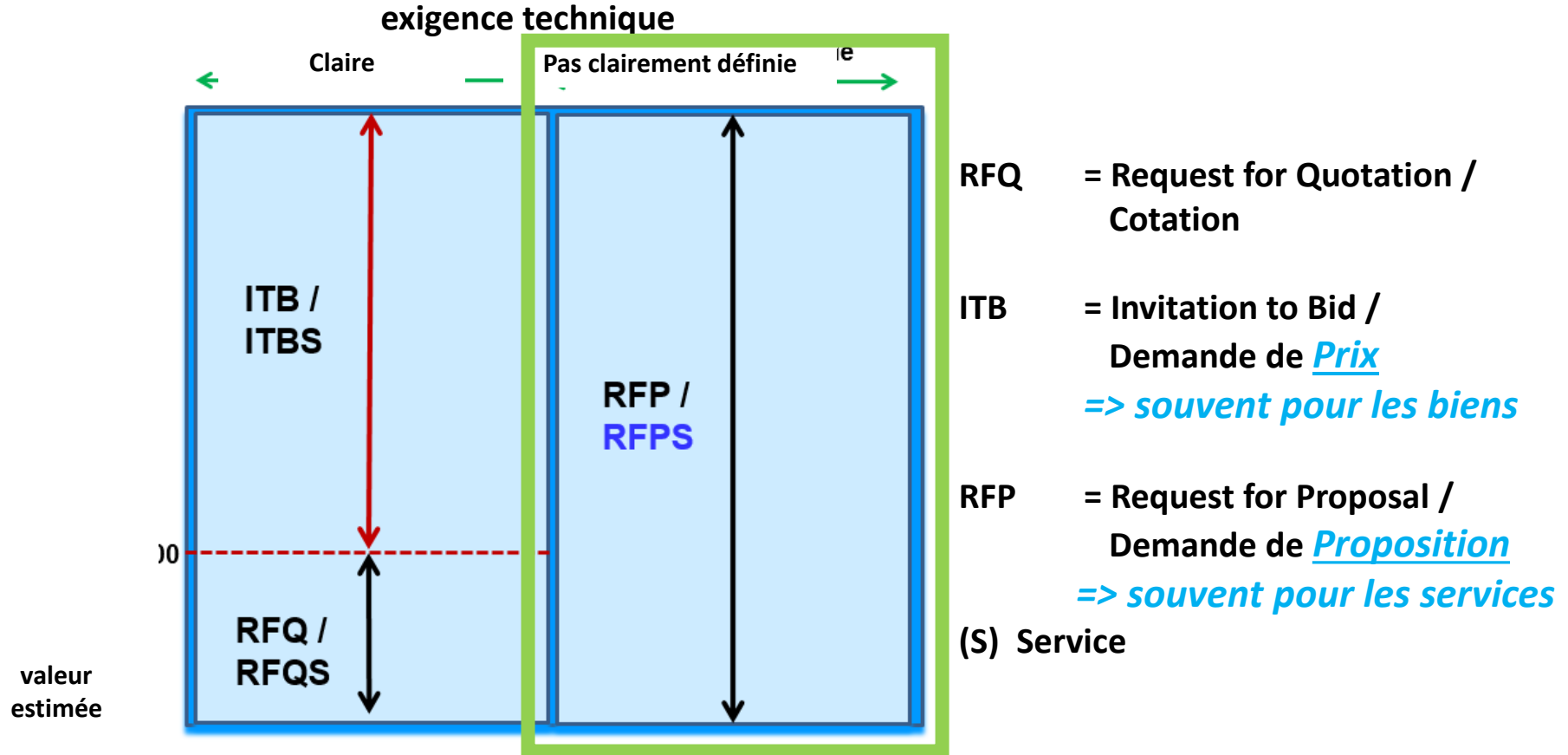
LES ETAPES DE LA CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENTS



AUTRES OUTILS DE PROSPECTION

	Etude de Marche	Expression d'Interet/ Pre-Qualification
Produit	– Base de données des entreprises disponibles par catégories	– Liste des soumissionnaires ayant les capacités appropriées pour un projet particulier
Processus	– Demander un ensemble spécifique d'informations – Critères de catégorisation	– Demander un ensemble spécifique d'informations – Évaluation de qui est qualifié
Ressources	– Besoin d'une contribution technique, par ex. poser les bonnes questions, décider comment classer les entreprises – Besoin de personnel de construction expérimenté ou d'un apport de consultants	– Besoin d'une contribution technique spécialisée , par ex. poser les bonnes questions, évaluer les soumissions – Besoin de personnel de construction expérimenté ou d'un apport de consultants
Plus (+)	- Donne des informations pour mieux comprendre le marché local - Donne des informations sur la stratégie d'approvisionnement / la stratégie du projet / la méthode de construction / le coût	– Gain de temps dans les futurs processus d'appel d'offres – Évite les échecs d'enchères – Garantit que seules les entreprises capables et intéressées participeront aux appels
Moins (-)	- Le processus prend du temps et des ressources - Doit être mis à jour régulièrement, par ex. tous les 2-3 ans	– Le processus prend du temps et des ressources

MÉTHODES DE SOLLICITATION



ÊTRE EN CONTACT



Si **vous êtes** intéressé à participer à un appel d'offres spécifique qui est visible via le lien de notre site **UNICEF Madagascar** : <https://www.unicef.org/madagascar/>, veuillez nous en informer et nous vous inclurons dans la liste des invités.

Il est également possible de s'inscrire aux alertes d'appels d'offres via le site du **Marché général des Nations unies (UNGM : [UN General Marketplace](https://www.un.org/en/markets/un-general-marketplace/))**. Si vous ne l'avez pas encore fait, **il est recommandé d'inscrire votre entreprise sur cette page : [UN General Marketplace](https://www.un.org/en/markets/un-general-marketplace/)**

[Publication dans les journaux locaux](#)

Vous pouvez également consulter **notre catalogue global, disponible en ligne.**

<https://supply.unicef.org/>. Notez que ce catalogue comprend les spécifications génériques des articles que nous achetons régulièrement ; il n'énumère pas les produits exclusifs liés à des fabricants spécifiques.

Rappel Enquete

<https://fr.surveymonkey.com/r/TTXBKVJ>

Pause 10'



Profil des Services Cibles de l'UNICEF Investissement & Construction et Gestion du service d'Eau Potables à Madagascar

for every child





ENONCE:

Le partenariat public privé (PPP) ,outil pertinent pour fournir des services WASH durables aux populations (MEAH/PEM)

UNICEF voudrait engager les potentiels partenaires de type Entreprises Investisseurs Constructeurs et Gestionnaires (ICG) ou Entreprises Constructeur et Gestionnaire (CG) dans une collaboration à long terme avec les 30 communes dans 6 Régions



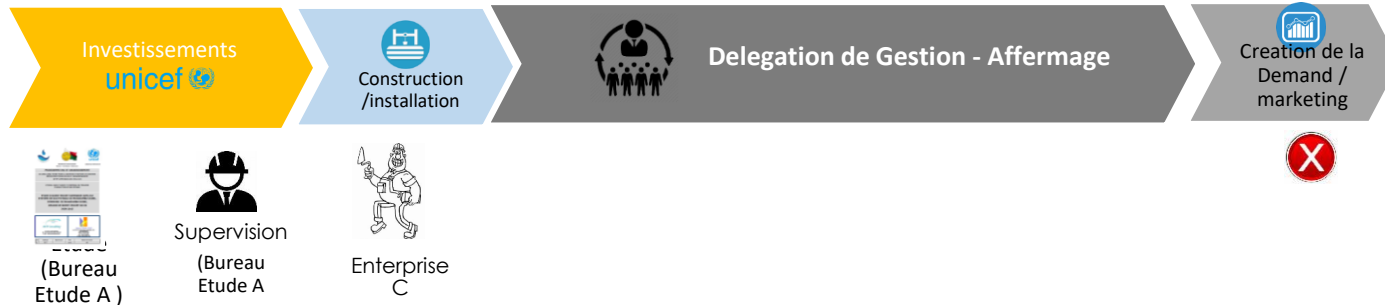
UNICEF, dans son nouveau programme 2021-2023 opte pour un accès des populations a un paquet complet (All in One) Eau, Hygiène et Assainissement a l'échelle communale



UNICEF sollicite travailler particulièrement avec les acteurs tels que les bureaux de réalisation d'études avant-projet succincts (APS) ou détaillés (APD), bureaux de contrôles et suivi des travaux d'Approvisionnement en Eau Potables (AEP), les entreprises de réalisation des infrastructures AEP, les entreprises de réalisation des systèmes 3R (rétention recharge et réutilisation), les fournisseurs d'équipements (pompes, accessoires, équipements solaire, désalinisation), de traitement d'eau potable, de constructions, de produits plastiques (citernes, réservoir eau et canalisations), et le gestionnaires d'ouvrages d'eau ou d'énergie

SERVICE AEP (SITUATION ACTUELLE)

RURA
L



Chef lieu
District,
commune



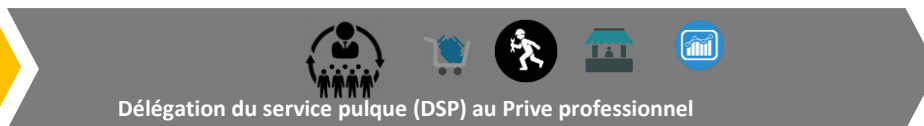
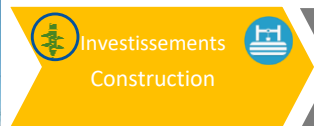
Fokontany
village

SERVICE AEP DURABLE (SITUATION RECHERCHEE)

Petite
Ville

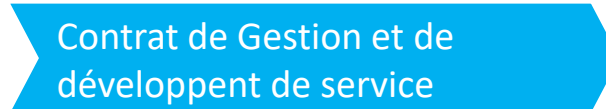
RURA
L

Toute la commune



unicef

Pacte de
Durabilité



DREAH/Com
mune



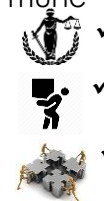
Etude &
supervision
(Bureau
Etude A)



Entreprise B
: Investisseur/constru-
cteur/Gestionnaire

Consortium ?

unicef



Des politiques cohérentes

Des responsabilités clairement
définies

Des mécanismes de
coordination

..ET SI ON PARLE AFFAIRE ?

31 communes de 6 régions d'interventions, 11 districts (Amoron'i Mania, Analanjirofo, Androy, Anosy, Atsimo Andrefana, et Atsimo Atsinanana).

366 Fokontany, 1,900 villages



TAILLE DU MARCHÉ

+360,000 clients (soit 72,000 ménages) avec un service d'eau potable durable et résilient au changement climatique d'ici 2023. Ceci représente une projection de plus de 600,000 clients d'ici à 2040

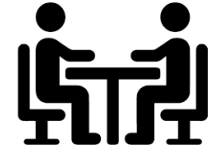


CLIENTS

En termes d'investissement et de retour sur investissement, le partenariat proposé par UNICEF vise un marché de réalisation des infrastructures Eau Potable de plus de **15 millions USD (approx 58 milliards Ariary)** et qui devrait générer un bénéfice pour les potentiels investisseurs gestionnaires par commune



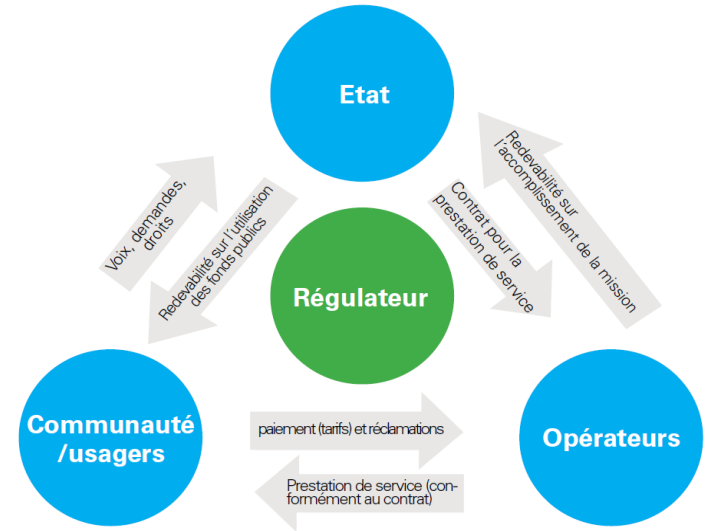
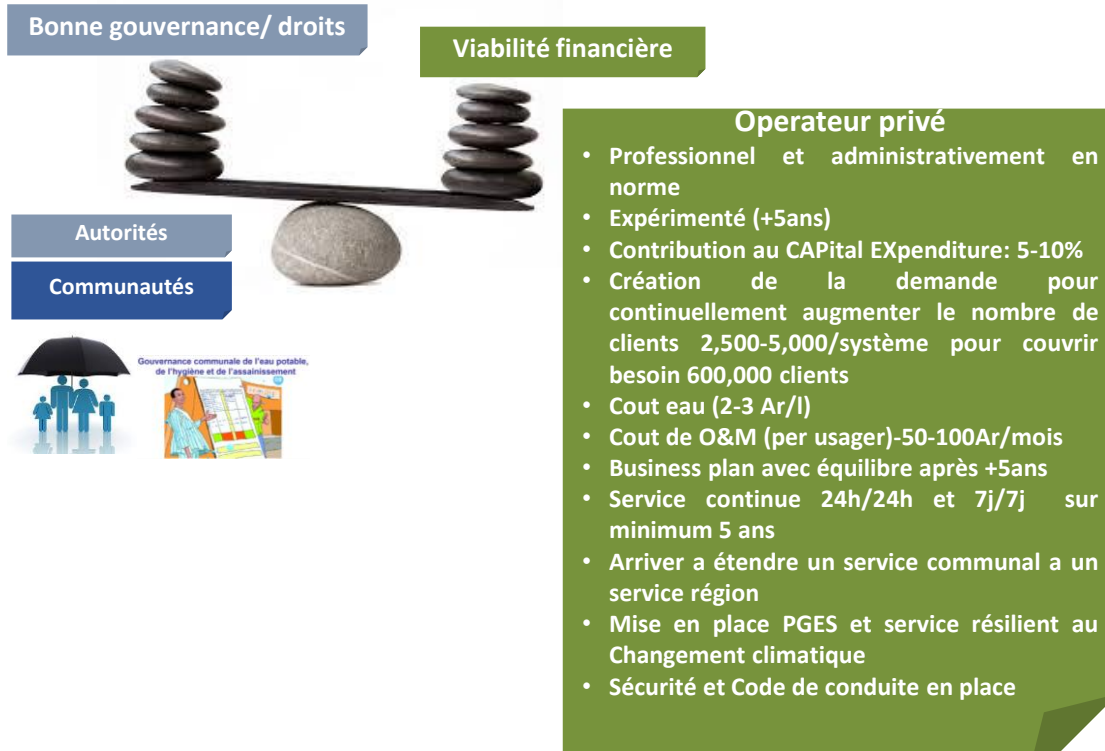
Dans le cas de co-financement (UNICEF-Opérateur), le montant total de co-financement souhaitable peut varier de 5-15% du coût total des investissements. Le retour sur investissement est estimé se réaliser entre 5-10 ans d'exploitation.



Les délais d'exécution des contrats de réalisation des infrastructures seront fixés en commun accord en fonction du volume du travail. La prise en exploitation et Gestion des systèmes ainsi réalisés sera de 10 ans ou plus suivant le terme du contrat de délégation de gestion entre l'CG, la Commune Maître d'Ouvrage et suivant le code de l'eau en vigueur



NOUS AVONS QUAND MEME CERTAINES EXISGENCES POUR LA REALISATION DU DROIT DES ENFANTS



INDICATEURS DE PERFORMANCE

1. Temps de réparation
2. Continuité du service /Horaires d'ouverture
3. Prix
4. Qualité de l'eau
5. Transparence
6. Redevabilite aux usagers

...ET NOUS SOUHAITONS DEBATER AVEC VOUS



Panel de discussion

- MEAH
- Gestionnaire
- Fournisseurs de services et equipment
- Partenaires financiers
- Banques

MERCI POUR LA NOUVELLE
COLLABORATION



Questions
A mettre dans le chat box



Prochaines Etapes

2021

Mai

- Revue du document TSP et integration des commentaires
- Publication AMI pour prequalification
- DAO LTA Etude et controles Mai 2021
- DAO Forages et rehabilitations (Urgence) Mai 2021

Aout

- Prequalification

Septembre

- Debut etudes APS-APD 30 communes

Decembre

- DAO Travaux 6 communes

2022

Fevrier

- Debut Travaux 6 communes

Mai

- DAO Travaux 24 communes

Septembre

- Signature contrat de gestion 6 communes

Decembre

- Reception travaux 6 communes
- Debut travaux 24 communes

2023

Fevrier

Mai

Septembre

Decembre

- Signature contrat de gestion 24 communes

- Reception travaux 24 communes
- Debut travaux 24 communes



Merci